



Déclaration de la FNEC FP-FO 47 au CTSD du 1er février 2022

Monsieur le DASEN,

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Tout d'abord, nous tenons une fois encore à exprimer notre désapprobation quant à la tenue de ce CTSD en visio-conférence. L'expérience prouve que ce mode de réunions à distance ne favorise pas la fluidité et la qualité des débats. Nous demandons que les prochaines instances puissent se tenir en format « hybride », de manière à permettre aux délégués qui le souhaitent d'assurer en présentiel leur rôle de défenseur des intérêts des personnels.

Venons-en à l'objet de ce CTSD.

Massivement en grève le jeudi 13 janvier, les personnels de l'Éducation nationale ont dénoncé la maltraitance institutionnelle à laquelle ils sont confrontés. Ils ont exprimé la colère qui couvait depuis plusieurs mois dans la profession. Le chaos dans les écoles a révélé au grand jour le manque de moyens humains, financiers, de protection. La crise sanitaire n'a fait qu'exacerber les problèmes sous-jacents de l'Éducation nationale. Car la colère des enseignants, c'est également celle du rejet face au mépris du ministre de l'Éducation nationale, du rejet des réformes qui ne répondent pas à leurs attentes, de l'indignation face à une rémunération insuffisante, de la fatigue due à des conditions de travail toujours plus difficiles.

Au soir du 13 janvier, le Premier Ministre et le ministre de l'Éducation nationale ont été contraints d'effectuer des annonces. Mais force est de constater qu'ils n'ont pas répondu aux revendications. Aujourd'hui les écoles restent ouvertes mais, rien que dans le département, ce sont des dizaines de classes qui ferment et des centaines d'élèves renvoyés chez eux, faute de remplaçants.

Obligé de tenir compte de ce qui s'est exprimé le 13 janvier, le Ministre annonce le recrutement des candidats au concours de professeur des écoles inscrits sur les listes complémentaires. Dans l'académie de Bordeaux, ce sont 22 PE stagiaires qui seront recrutés. Ce qui est sans commune mesure avec les besoins réels qui remontent du terrain. C'est la raison pour laquelle la FNEC FP-FO demande, dans un courrier qu'elle a adressé vendredi dernier à Madame la Rectrice, que soient ré-abondées les listes complémentaires du CRPE 2021 à hauteur des besoins.

Alors que les personnels sont confrontés à des protocoles inapplicables qui génèrent un désordre indescriptible dans les écoles, MM. Castex et Blanquer ont annoncé que ceux-ci seraient maintenus. Inacceptable ! Et ce ne sont pas les quelques masques FFP2, qui arriveront on ne sait trop quand, et les autotests qu'il faudra aller chercher en pharmacie, qui sont de nature à contenter les collègues !

A ces conditions de travail dégradées pour les personnels, s'ajoute le gel de la valeur du point d'indice entraînant la perte de leur pouvoir d'achat.

C'est pourquoi FO revendique un juste rattrapage de la perte salariale subie par l'augmentation de 22% de la valeur du point d'indice ; elle revendique un vrai statut et un vrai salaire pour les AESH.

Les personnels sont donc fondés à poursuivre la mobilisation, à établir leurs revendications pour défendre leurs conditions de travail et chiffrer leurs besoins en postes, en moyens de remplacement au sein de leurs écoles, à revendiquer l'augmentation significative des salaires.

La dotation de 16 postes pour le département permettra-t-elle de répondre à ces revendications ?

- Il faudrait ouvrir 30 classes pour faire descendre la moyenne par classe en dessous de 25 élèves partout.

- Il faudrait créer 7 RASED pour répondre à notre revendication d'un RASED complet pour 800 élèves, soit 21 postes.

- Alors qu'hier il y avait, si l'on en croit l'information donnée sur RFM, 84 classes fermées en raison du non-remplacement des collègues absents, il faudrait créer des dizaines de postes de titulaires remplaçants, sachant que le problème du manque de remplaçants était déjà criant avant la pandémie.

C'est donc, a minima, 100 postes qu'il faudrait créer dans notre département pour améliorer significativement les conditions de travail et répondre mieux aux besoins des élèves, dont beaucoup ont été fragilisés depuis deux ans.

Au regard de la situation actuelle, aucune fermeture de classe ne devrait être prononcée, toutes les demandes d'ouverture devraient être satisfaites. C'est ce que la Fédération FO de l'enseignement revendique, et c'est ce qu'elle attend d'un recrutement à hauteur des besoins sur les listes complémentaires, qui de fait, doivent être ré-abondées.

Les personnels n'ont pas à être tributaire d'une politique d'austérité qui ne permet pas à l'école de fonctionner dans de bonnes conditions. En ces temps de pandémie virale, nous avons besoin de tous les collègues, nous avons besoin d'une baisse réelle des effectifs en classe. Car d'une part l'entassement des élèves dans les salles pose un problème sanitaire, et d'autre part un nombre important d'élèves en classe ne permet pas d'aider tous ceux qui en ont besoin. Cela nécessite un véritable plan d'urgence pour nos écoles, pour que chaque enseignant puisse continuer à pouvoir faire son métier, c'est-à-dire ENSEIGNER et pas juste « garder » des élèves, pour que soit garanti pour tous le droit à l'instruction.

Je vous remercie.